

AIDE INTERNATIONALE AUTRE QUE L'ADO¹⁷

En 2012-2013, le MAECI a alloué un budget de 97,81 millions de dollars à des programmes d'aide internationale autre que l'ADO axés sur la sécurité et la stabilité. Ces programmes s'ajoutaient aux programmes d'ADO du Ministère et ont contribué à l'atteinte des priorités internationales du Canada. Le MAECI a centré la majorité de l'aide internationale autre que l'ADO à l'égard de la sécurité et de la stabilité sur les quatre programmes suivants :

- **Programme de partenariat mondial** : Axé sur l'obtention de documents et de renseignements liés aux armes de destruction massive à l'échelle mondiale, ce programme appuie le Partenariat mondial contre la prolifération des armes de destruction massive, lancé par le G8, et réduit les menaces internationales posées par le terrorisme nucléaire, radiologique, biologique ou chimique.
- **Programme d'aide au renforcement des capacités de lutte contre la criminalité** : Ce programme vient appuyer le renforcement des capacités en offrant de la formation, de l'équipement et des services de coordination à l'échelle des Amériques, y compris la réforme du secteur de la sécurité et la lutte contre les stupéfiants, afin d'éliminer les menaces posées par la criminalité organisée transnationale. Récemment, ce programme comportait aussi un volet de lutte contre la traite des personnes dans d'autres régions, dont en Asie du Sud-Est.
- **Programme d'aide au renforcement des capacités antiterroristes** : Ce programme apporte un soutien aux États étrangers, afin de les aider à mieux prévenir les activités terroristes et à intervenir dans de telles situations, en offrant de la formation, du financement, de l'équipement et de l'expertise. Ce programme est offert par l'entremise de ministères et d'organismes fédéraux, de même que dans le cadre de partenariats avec des organisations internationales, d'importants alliés et des organisations non gouvernementales.
- **Programme de lutte contre les stupéfiants en Afghanistan¹⁸** : Ce programme appuie divers projets mis en œuvre par l'Office des Nations Unies contre la drogue et le crime (ONUDC) afin de lutter contre les

menaces posées par les drogues illicites provenant de l'Afghanistan.

PROMOUVOIR LA DÉMOCRATIE : 18,50 millions de dollars¹⁹

Parmi les activités du Groupe de travail pour la stabilisation et la reconstruction (GTSR), on compte également des initiatives visant à faire progresser la démocratie dans le monde au moyen d'un appui à la participation démocratique et à la société civile, aux réformes juridiques et judiciaires, aux élections, aux droits de la personne, aux médias et à la circulation de l'information, de même qu'un soutien non partisan aux organes législatifs et aux partis politiques.

En 2012-2013, le MAECI a consacré 11,3 millions de dollars à l'enveloppe de la démocratie du Programme Glyn Berry pour appuyer la démocratie dans le monde. L'enveloppe est utilisée pour appuyer la démocratie dans les États fragiles, les États en transition ainsi que les régimes autoritaires, y compris dans la région du Moyen-Orient et de l'Afrique du Nord, au Bélarus, en Birmanie, au Pakistan, au Zimbabwe et dans les Amériques. Les diverses activités ont contribué, entre autres, à ce qui suit : augmenter la participation des femmes à la vie politique en Libye et la participation des jeunes aux élections en Amérique du Sud; appuyer les défenseurs des droits de la personne et de la démocratie qui sont la cible d'attaques; renforcer les assemblées législatives en Bolivie; soutenir la mission bilatérale d'observation du processus électoral en Ukraine; soutenir les médias indépendants et renforcer la capacité des organisations de la société civile afin qu'elles puissent collaborer efficacement avec les gouvernements de manière à influencer les décideurs et à créer des conditions plus propices à la participation de tous.

Les projets suivants figurent parmi ceux qui ont reçu du financement :

- En **Asie**, la démocratie a été renforcée grâce à un appui aux médias indépendants et à la réforme des médias, à la sensibilisation à la démocratie, ainsi qu'au renforcement de la capacité des partis politiques et des parlementaires de mieux répondre aux besoins des citoyens, y compris par l'amélioration des connaissances des parlementaires et des politiciens en ce qui concerne les mécanismes de partage des pouvoirs dans les contextes de diversité ethnique et culturelle.

¹⁷ La partie des quotes-parts qui n'est pas de l'ADO, y compris les missions de paix des Nations Unies, n'est pas considérée comme entrant dans l'enveloppe de l'aide internationale (EAI). Par conséquent, elle est exclue de ce rapport.

¹⁸ En 2011-2012, le Programme a alloué 12 millions de dollars afin de répondre aux besoins de l'ONUDC en 2011-2012 et en 2012-2013. Par conséquent, aucune somme n'a dû être versée en 2012-2013 pour donner suite à l'engagement de 6 millions de dollars par année.

¹⁹ Cette somme comprend le versement de 1,22 million de dollars au Centre international des droits de la personne et du développement démocratique (Droits et Démocratie).